VILLE DE
MAISONS-ALFORT

République Française

DOSSIER : n° DP 094 046 24 C5247 M01
Déposé le : 03/11/2026
Dépôt affiché le : 05/11/2026
Complété le :
Demandeur : [redacted]
Nature des travaux : Surelevation
Sur un terrain sis : 38 RUE BAZEILLES
Référence(s) cadastrale(s) : BE 23
Surface de plancher :
- Existante : 215 m²
- Créée : 4,85 m²
- Démolie : 0 m²
- Totale : 219,85 m²

Transmis à la Préfecture
pour contrôle de légalité
Le : 23 NOV. 2026

ARRÊTÉ
de non-opposition à une déclaration préalable au nom de la commune de Maisons-Alfort

Le Maire de la commune de Maisons-Alfort,

VU la demande de déclaration préalable modificative présentée le 03/11/2026 par [redacted] relative à : Déplacement du portillon,
VU l'arrêté municipal en date du 02/05/2025 accordant la déclaration préalable n° DP 094 046 24 C5247,
VU l'objet du permis :
- pour un projet de : Surelevation,
- sur un terrain situé : 38 RUE BAZEILLES,
- pour une surface de plancher créée de 4,85 m²,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,
VU le Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé le 12/12/2023 et modifié en date du 06/05/2025,
VU l'arrêté municipal portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Olivier CAPITANIO 1er Maire-Adjoint, en date du 25/03/2026,
VU l'avis Favorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 06/11/2026,
VU l'avis Favorable avec réserve de la Voirie Communale en date du 14/11/2026,

ARRÊTE

Article 1 :
La présente déclaration préalable modifiant la déclaration préalable n° DP 094 046 24 C5247, est ACCORDÉE sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

Article 2 :
Les prescriptions énoncées par l'arrêté accordant la déclaration préalable initiale demeurent en vigueur.
Les clôtures bordant les voies ne pourront pas comporter de parties pleines sur plus de 80cm de haut et ne pourront pas avoir une hauteur supérieure à 2m.

Maisons-Alfort, le 20/11/2026
Pour le Maire et par délégation,
Le Maire-Adjoint,



Olivier CAPITANIO

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

Un extrait du présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie, dans les huit jours de sa notification et pendant une durée de deux mois.

Commencement des travaux et affichage :

Vous pourrez commencer les travaux après avoir :

- affiché sur le terrain le présent courrier ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Durée de validité de l'autorisation : Conformément à l'article R.424-17 du Code de l'Urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de l'autorisation est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

L'autorisation est délivrée sous réserve :

- du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.
- du recours administratif : dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du Code des Assurances.

Délais et voies de recours contre la présente lettre : le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente lettre dans le mois qui suit la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le Tribunal Administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

MIS EN LIGNE LE 24.11.2026